

« Les maires entre colère et détermination pour leur action publique »

SOUS LA PLUME DE...

PATRICE LAURENT → MAIRE
DE MOURENX ET PRÉSIDENT
DE LA CC DE LACQ-ORTHEZ



Les maires de France, de toutes sensibilités, se sont retrouvés cette semaine en congrès à Paris. L'occasion pour beaucoup d'entre nous d'échanger sur les projets que nous portons, sur nos initiatives, sur l'évolution de notre société et sur les difficultés que nous rencontrons.

La crise énergétique que nous traversons n'épargne personne. Ménages, entreprises, collectivités, associations... nous subissons tous les conséquences d'une gestion centrale et approximative de l'État. Un État qui a poussé au tout-électrique en abandonnant ses centrales nucléaires et en ne prenant pas la mesure des enjeux des énergies renouvelables. Le retour des centrales à charbon illustre cette incapacité à anticiper les changements et soutenir les innovations.

La guerre en Ukraine vient tristement aggraver nos problèmes d'indépendance énergétique. En France, nous nous interdisons d'exploiter le gaz naturel

et nous importons du gaz de schiste par cargos méthaniers qui traversent l'Atlantique. Nous achetons à prix d'or le gaz aux Russes, aux pays nordiques et à ceux d'Afrique du Nord. Il s'agit pourtant de ce même gaz qui nous chauffe, qui fait fonctionner nos entreprises, notre industrie, mais qui n'est pas le nôtre !

Est-ce à nous aujourd'hui de payer la facture ? Non. Est-ce à nous aujourd'hui de sacrifier le service public local (écoles, cantines, vie associative, action sociale, sport, culture...) pour pallier les carences de l'État et enrichir les actionnaires ? Non.

Non car nous, les maires et élus locaux, nous comblons déjà trop et depuis trop longtemps le désengagement de l'État envers les territoires et services publics locaux, en développant des politiques de santé (à l'image du pôle de santé de Mourenx), en construisant et rénovant des écoles, des casernes de gendarmerie, des équipements structurels (salle Daniel-Balavoine, gymnase...). Nous portons déjà près de 70 % de l'investissement public qui fait vivre nos entreprises et génère des emplois, mais jusqu'à quand ?

Non car nous, contrairement à l'État qui ne cesse de s'endet-

ter et abandonne ses politiques publiques, nous devons être des gestionnaires responsables, nous votons nos budgets à l'équilibre, nous réduisons notre endettement et nous adaptons nos organisations pour ne pas faire porter aux générations futures nos choix d'aujourd'hui. Nous car nous, nous sommes des visionnaires, nous inventons, nous innovons, avec les habitants, les associations, les entreprises et toutes les forces vives de nos territoires !

Nous étions à Paris entre colère et détermination. Colère d'être de plus en plus méprisés par un État plus que jamais centralisateur. Colère également face à un État qui nous assèche financièrement : il y a eu la suppression de la taxe professionnelle, puis la taxe d'habitation et désormais la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises). Des suppressions qui ne sont en rien des cadeaux pour les ménages ou les sociétés et qui affectent les collectivités

« L'ÉTAT DOIT D'URGENCE
NOUS GARANTIR LES
MOYENS DE NOS
ACTIONS »

dans leurs missions de service public.

Détermination car nous ne nous résignons pas. Nous continuerons à développer des projets de production d'énergies renouvelables (photovoltaïque, biogaz, e-méthanol). Demain, nous irons plus loin en travaillant sur de la biomasse et du photovoltaïque, afin de chauffer nos bâtiments publics et devenir plus autonomes.

La question aujourd'hui n'est plus de savoir si nous rentrerons en résistance, mais quand nous rentrerons en résistance. Les discours convenus devant les ministres et le président de la République lors du Congrès des maires doivent désormais laisser place à la manifestation de notre colère.

L'État doit d'urgence nous garantir les moyens de nos actions. Des actions qui sont celles des derniers maillons de la chaîne républicaine. Une chaîne qui tient grâce à l'engagement d'élus de terrain méprisés par des politiciens hors-sol.

Ne laissons pas se dessiner une France coupée en deux, entre ceux qui ont et ceux qui manquent, entre ceux qui vivent et ceux qui survivent, entre ceux qui prospèrent et ceux qui désespèrent.